














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture d'oxygène vrac, gaz comprimé, air médical, air technique et vide médical et prestations permettant la mise en œuvre pour le GHT de Martinique

GHT MARTINIQUE
CHU de Martinique – Etablissement support
La Meynard
BP 90632
97261 FORT-DE-FRANCE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture d'oxygène vrac, gaz comprimé, air médical, air technique et vide médical pour le GHT de Martinique
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	20
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre	4
1.3 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre.....	4
1.4 - Répartition des responsabilités.....	4
1.5 - Décomposition du contrat	5
1.6 - Type d'accord-cadre	5
1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 - Reconduction	7
5.3 – Délais d'exécution	7
6 - Prix.....	7
6.1 - Caractéristiques et mode d'établissement des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des cotraitants	10
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations	10
11 - Développement durable.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 – Vérifications : Mise en place installation.....	10
12.2– Vérifications : Fournitures et maintenance.....	11
12.3 - Décision après vérification	11
13 - Garantie des prestations	11
14 - Maintenance.....	12
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	12
16 - Pénalités	12
16.1 - Pénalités de retard	12
17 - Assurances	12
18 - Clause de réexamen	12
19 - Résiliation du contrat.....	14
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	14
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
20 - Règlement des litiges et langues	14
21 - Signature.....	14
22 - Dérogations	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Fourniture d'oxygène vrac, gaz comprimé, air médical, air technique et vide médical et prestations permettant la mise en œuvre pour le GHT de Martinique.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre

Les établissements bénéficiaires des prestations objet de l'accord-cadre (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- CHU de Martinique (Etablissement support)
- CH Romain Blondet de Saint-Joseph
- CH du Marin
- CH du Saint Esprit
- CH du Ernest Wan Ajouhu
- CHI Lorrain Basse-Pointe
- CH Nord Caraïbe

Cependant il est donné aux autres établissements du G.H.T. de Martinique, la possibilité d'intégrer en cours de route le marché (cf. annexe 1 au CCAP).

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires.

1.3 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre

Les établissements du G.H.T. de Martinique, tels qu'ils sont identifiés à l'annexe 1 du CCAP ainsi qu'aux articles 2.2 et 3.1 du CCTP, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à émettre leurs bons de commande auprès des titulaires retenus dans les conditions prévues par le CCAP, dès la notification de l'accord-cadre.

1.4 - Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de l'établissement support du G.H.T. de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Coordonnateur du GHT	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements adhérents	X	
Passation, signature, notification de l'accord-cadre et de ses avenants, résiliation de l'accord-cadre	X	
Envoi des bons de commande/passation des marchés subséquents		X
Gérer les procédures de révision des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitants	X	
Délivrance du certificat de cession de créances	X	
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Paiement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X
Appliquer les pénalités	X pénalités reporting	X pénalités d'exécution
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commandes-marchés subséquents		X

1.5 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 20 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Oxygène liquide PZQ1/MFME/PZQ2/CAISSON
02	Oxygène liquide TRINITE+MV+CHNC
03	Mélange Equimolaire Oxygène-Protoxyde d'Azote (MEOPA)
04	MONOXYDE D'AZOTE (NO)
05	PROTOXYDE D'AZOTE (N2O)
06	Oxygène Gazeux CADRES
07	Oxygène Gazeux B50 / secteur Centre
08	Oxygène Gazeux B50 / secteur Sud
09	Oxygène Gazeux B50 / secteur Nord Caraïbe
10	Oxygène Gazeux B50 / secteur Nord Atlantique
11	Oxygène Gazeux
12	Air Médical (bouteille)
13	Autres Gaz à Usage Médical
14	Gaz à usage non médical
15	Gaz à usage non médical SPECIFIQUE
16	Equipements de stockage/transport des bouteilles de gaz comprimé (de B5 à B20)
17	Conseiller hospitalier
18	AIR MEDICAL
19	VIDE MEDICAL
20	AIR TECHNIQUE

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.6 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec un maximum en valeur de 24 612 116,00 € HT pour toute la durée du marché est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par chaque établissement bénéficiaire.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG FCS)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le mémoire technique justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

Lot	Début d'exécution
1 et 2	Date de la signature du procès-verbal de réception définitive des installations (cf. article 3.2.1 - VI du CCTP)
3 à 17	Date de notification
18	Date de signature de la réception effectuée en présence des Services compétents de l'établissement (cf. article 3.2.7 – IV du CCTP).
19	Date de signature de la réception effectuée en présence des Services compétents de l'établissement (cf. article 3.2.8 – III du CCTP).
20	Date de signature de la réception effectuée en présence des Services compétents de l'établissement (cf. article 3.2.9 – III du CCTP).

Les prestations feront l'objet d'une maintenance préventive et curative, assurée par le titulaire pendant toute la durée du marché. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre ne fera pas l'objet de reconduction.

5.3 – Délais d'exécution

Le délai de mise à disposition des installations ne devra pas dépasser 6 mois à compter de la date de la notification.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques et mode d'établissement des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

• Les fournisseurs locaux en mesure de livrer directement les établissements du GHT de Martinique devront proposer leur offre en HT et TTC

• Les autres fournisseurs doivent livrer directement les sites du GHT de Martinique et donc proposer une offre en DDP (Diffused Duty Paid = rendu droits acquittés)

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande ou à un conditionnement particulier, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Le prix du présent accord-cadre à bons de commande est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date d'anniversaire de la notification. Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son bordereau de prix révisé et son nouveau tarif avec un préavis de 2 mois minimum avant la date prévue pour la révision. A défaut de transmission, l'accord-cadre à bons de commande s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le fournisseur ne puisse formuler aucune réclamation.

La révision interviendra par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (010764271 (n) / 010764271 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède de 3 mois le début de la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. La révision peut être à la hausse ou la baisse.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010764271 « indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire ».

Les prix révisés ne pourront prendre effet qu'après validation préalable de ceux-ci par le CHUM.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Etablissement	SIRET	CODE SERVICE	N° D'ENGAGEMENT
CHU DE MARTINIQUE • Hôpital Pierre Zobda Quitman • Maison de la Femme, de la Mère et de l'Enfant • Centre Emma Ventura • Hôpital Albert Clarac • Hôpital de Mangot Vulcin • Hôpital Louis Domergue	20 003 452 800 014	ABIOM ACEL2 APAFG APHAR APMAT ASFIP ATECK <i>Toujours précisé sur le bon de commande</i>	DCE-2024-038-EM
CH Romain Blondet (Saint Joseph)	26 972 075 100 016		
CH Marin	26 972 074 400 011		
CH 3 Ilets	26 972 071 000 012		
CH François (EWA)	26 972 073 600 033		
CH Saint-Esprit	26 972 079 300 018		
CH Nord Caraïbe	20 003 106 000 011		
CHI Lorrain/Basse-Pointe	26 972 087 600 011		
EHPAD "Les Madrepores" - Anses d'Arlets	26 972 083 500 017		
EHPAD - "Marcel Hardy" - Le Robert	26 972 085 000 024		

- L'identifiant de l'émetteur sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.)
- Le centre de gestion (mentionné sur le BPU et sur le bon de commande) permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues. Il convient de faire figurer sur une même facture uniquement les produits d'un même centre de gestion (uniquement pour les sites du CHUM).
- Le numéro d'engagement qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus pourrait entrainer un rejet de la facture.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon. Les délais de livraison seront ceux annoncés par le fournisseur dans son mémoire technique.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les emballages devront être solides et dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention. Chaque emballage comportera, de manière très lisible, l'indication en français du contenu et des quantités. Les conditionnements définis et retenus par le fournisseur seront rigoureusement respectés pendant la durée d'exécution du marché. Ils devront être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

CF. articles 3.2.2 et 3.2.6 du CCTP.

11 - Développement durable

Aucune obligation environnementale n'est imposée dans l'exécution de l'accord-cadre. Toutefois, une attention particulière sera portée aux initiatives des candidats visant à réduire l'impact environnemental et à favoriser des pratiques écoresponsables. Cette sensibilité au développement durable sera appréciée lors de l'évaluation des offres, principalement pour les lots 1 et 2 pour lesquels il constitue un critère de choix qualitatif dans la sélection du titulaire.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 – Vérifications : Mise en place installation

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service. La réception aura lieu en deux phases simultanément pour tous les sites concernés :

Opérations de pré réception de l'installation comprenant

- Essai en situation de débit maximum pendant au moins 4 heures
- Essai en conditions réelles de fonctionnement pendant 72 heures consécutives
- Contrôle technique des installations électriques par un organisme agréé
- Contrôle technique des éléments soumis à pression par un organisme agréé
- Remise d'un dossier technique pour l'exploitation immédiate de l'installation

Opérations de réception de l'installation portant sur la vérification de conformité au titre de la qualité de l'installation et de la sécurité incendie et sur la vérification de conformité de la sécurité d'exploitation.

La réception sera réalisée en présence

- d'un organisme de contrôle agréé
- de la commission locale de surveillance des fluides médicaux
- des services techniques du CHUM
- du pharmacien chef de service ou de son représentant

Les contrôles auront pour but de vérifier que les installations sont conformes au présent CCTP et que leur exécution ne présente pas de dispositions contraires aux prescriptions particulières, aux normes en vigueur et aux règles de l'Art.

Ils seront réalisés avant la mise en service, au jour fixé par le représentant de l'établissement, en présence du titulaire.

Seront notamment vérifiés

- La qualité et la mise en œuvre du matériel
- Les appareils de régulation, de contrôle, de sécurité et d'alarme
- La qualité du gaz médical distribué
- Le relevé de la pression

Les fournitures manquantes devront être mises en place dans les délais prescrits par le représentant de l'établissement ; les fournitures reconnues insuffisantes ou défectueuses remplacées et les défauts de montage rectifiés.

Le titulaire s'engage à ce que les installations soient strictement conformes aux dossiers de demande de statut d'établissement pharmaceutique (centrale et évaporateur d'oxygène liquide), aux normes et règlements techniques, au règlement de sécurité contre les incendies et aux règles et usages de la profession. Il en fournira les certificats de conformité.

Les installations ne pourront être mises en service qu'après avis favorable de la commission locale de surveillance des fluides médicaux et rédaction d'un procès-verbal de réception définitive des installations.

Après réception, le titulaire disposera de trois mois pour lever toutes les réserves émises lors de la réception.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à faire procéder aux contrôles réglementaires obligatoires.

12.2– Vérifications : Fournitures et maintenance

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.3 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 – Disponibilité et bon fonctionnement du matériel

Le titulaire s'engage à garantir le parfait état de fonctionnement du matériel mis à disposition pendant toute la durée du marché. Il assure à ses frais toute intervention nécessaire pour maintenir la continuité du service, conformément aux stipulations de l'article 14 du présent CCAP.

14 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant toute la durée du marché à compter de la date du début d'exécution. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R. 2194-1.

- En cas d'ajout d'un établissement du GHT au marché existant :

Dans le cas où un établissement du GHT de Martinique, non partie initialement au présent accord cadre, souhaite bénéficier du contrat, l'accord cadre peut être modifié.

Le titulaire en sera informé par écrit et devra formuler une offre de prix concernant la ou les nouvelle(s) prestation(s) aux conditions d'exécution de l'accord cadre.

Après accord du GHT, un avenant sera établi afin d'intégrer ces nouvelles prestations.

- Modification – évolution technique

En cas d'évolution technologique ou d'émergence d'une prestation répondant aux besoins définis dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire pourra proposer une prestation complémentaire de qualité au moins équivalente à celle de la prestation retenue en marché. Le prix de la prestation sera inférieur, égal ou supérieur à 10% maximum du prix de la prestation initiale. Le GHT établira un avenant actant la modification du marché dans les mêmes conditions initiales du marché.

- Augmentation exceptionnelle de la consommation en cas d'épidémie
- En cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

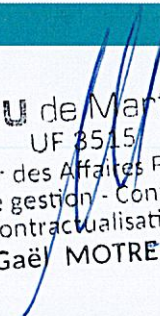
En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Signature

Fort-de-France, le 24 JUL. 2025

Le Directeur du Pôle Finances - Achats


CHU de Martinique
UF 3545
Directeur des Affaires Financière
Contrôle de gestion - Contrôle Interne
Contractualisation
Gaëlle MOTREFF

22 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12 du CCAP déroge aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services